

Le Petit Canadien

ORGANE DE

LA SOCIÉTÉ SAINT - JEAN - BAPTISTE

ET DE

LA CAISSE NATIONALE D'ÉCONOMIE

Vol. 11. — No 11.

MONTREAL, NOVEMBRE 1914.

25 sous par an.

LA CAISSE NATIONALE ET LA GUERRE

Malgré l'état de guerre, qui a aggravé, comme chacun sait, au Canada, une crise financière et industrielle qui existait déjà depuis quelque temps les recettes de la Caisse Nationale d'Économie n'ont pas baissé sensiblement.

Non seulement l'encaissement des contributions des membres anciens se fait encore avec assez de facilité, mais le recrutement de nouveaux membres marche d'une façon somme toute satisfaisante.

Ceux de nos sociétaires, qui plaçant depuis un temps plus ou moins long leurs économies, ou du moins une partie de leurs épargnes, dans la Caisse Nationale d'Économie ne veulent pas perdre l'argent qu'ils y ont déjà déposé; et, surtout, ils ne veulent à aucun prix renoncer aux avantages dont ils profiteront quand ils auront maintenu pendant vingt ans un ou plusieurs de nos livrets. On comprendra donc assez facilement que les sociétaires actuels de la Caisse Nationale d'Économie continuent d'acquiescer régulièrement leurs contributions.

D'autre part, ceux qui réfléchissent ne s'étonneront pas davantage d'apprendre que de nouveaux membres viennent, pour ainsi dire, tous les

jours, grossir le nombre des milliers et des milliers de sociétaires de la Caisse Nationale d'Économie. Il n'y a qu'à y penser.

La présente guerre, qui a ses répercussions jusque dans notre pays, encore qu'il ne soit pas effectivement en guerre, et la crise économique dont nous souffrons à peu près tous dans une mesure plus ou moins grande, loin d'être un empêchement à se faire inscrire à la Caisse Nationale, devraient en être l'incitation la plus pressante. Et voici pourquoi.

En temps normal, chacun sait que la balance du commerce est à notre détriment: c'est-à-dire que le chiffre de nos importations dépasse, et de beaucoup, celui de nos exportations; en d'autres termes, nous achetons beaucoup plus que nous ne vendons, et nous nous en trouvons appauvris d'autant.

Or, pourquoi sommes-nous obligés, à notre grand désavantage, d'acheter à l'étranger plus que nous ne lui vendons? Il y a à cela, croyons-nous, deux causes principales, parmi plusieurs autres peut-être, mais de moindre importance: D'abord, il n'y a qu'une infime partie de notre immense pays qui est en exploitation, qui est, pourrait-on même dire, accessible à l'homme, et cela, faute d'argent pour construire des canaux, tel celui de la Baie Georgienne, et des chemins de fer se raccordant à nos transcontinentaux;